

Plan d'enseignement 21 : Le combat pour la jeunesse: la propagande des ...

Zusammenfassung / summary:

La parole communiste « Celui qui possède la jeunesse, possédera l'avenir », qui date de plus de cent ans, n'a pas du tout perdu en importance et le combat pour la jeunesse est toujours aussi brûlant. Les développements actuels du système éducatif suisse illustre ceci sans équivoque :

Sendetext / broadcast text:

La parole communiste « Celui qui possède la jeunesse, possédera l'avenir », qui date de plus de cent ans, n'a pas du tout perdu en importance et le combat pour la jeunesse est toujours aussi brûlant. Les développements actuels du système éducatif suisse illustre ceci sans équivoque :

En 2006 le peuple suisse a accepté le nouveau texte de loi sur l'enseignement. Celui-ci contenait la consigne d'harmoniser les systèmes éducatifs des différents cantons : cela concerne l'âge de l'entrée à l'école, l'obligation scolaire, les objectifs des niveaux d'enseignement et aussi la reconnaissance des diplômes. Du fait de ce résultat électoral, la conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, a chargé un collectif d'experts d'élaborer un programme scolaire unique pour tous les 21 cantons de la Suisse alémanique : le Lehrplan 21.

Mais au lieu de mettre fidèlement en application ce que le peuple suisse avait voté, le projet d'harmonisation a développé des objectifs tout nouveaux et des caractéristiques curieuses. Les critiques en parlent comme d'une réforme scolaire complète avec des conséquences de longue portée.

Un exemple : Jusqu'à présent le contenu de l'enseignement était décrit par des objectifs clairement définis, mais maintenant, avec le Lehrplan 21, on renonce à des buts annuels et à des matières classiques comme l'histoire, la géographie, la biologie, la physique et la chimie. Quelle dégradation de l'enseignement ! Au lieu d'atteindre des objectifs annuels, les élèves ne doivent atteindre un objectif minimal qu'à la fin d'un cycle de trois à quatre ans. Mais ce n'est pas tout : Le choix de la matière et les techniques d'apprentissage sont laissés en grande partie à la discrétion des élèves. Ce qu'on formule joliment avec l'expression « apprentissage auto-organisé » surcharge immensément les élèves à cause de leur développement naturel et par rapport à leur âge. Avec cet « apprentissage auto-organisé » les élèves deviennent des combattants solitaires et les enseignants sont déclassés au grade d'accompagnateurs d'enseignement. Des associations de parents et d'enseignants pronostiquent que la relation entre l'enseignant et l'élève, importante pour le développement de l'enfant et l'ambiance de la classe, sera ainsi totalement laissée de côté. L'organisation des cours qui s'oriente selon les besoins actuels disparaîtrait complètement. Tout fonctionne d'après le « Plan ».

Mais ce nouveau Lehrplan 21, c'est-à-dire cette réforme de l'enseignement par la porte dérobée, va encore plus profondément, à savoir qu'on définit nouvellement le concept de compétence relatif à l'élève. Jusqu'à présent il était question de préférence d'une compétence de contenu et pour la formation professionnelle de l'acquisition d'une connaissance spécialisée dans les objectifs du moment ; à l'avenir cela sera secondaire.

Le professeur de pédagogie à l'Université de Genève, Bernard Schneuwly [prononcer shnoïvli], a dit en juillet 2016 : « Chez nous, le terme de compétence a été critiqué dès le début et il a été compris comme orientation sur le marché et l'économie. » Cela revient à dire qu'en tout premier lieu les élèves doivent être rendus utiles pour l'économie. Ah, c'est donc ainsi que fonctionne la « nouvelle » compétence ! Selon le Professeur Jochen Krautz [Prononcer yokhen krauts], professeur de philosophie, « il est prouvé que le concept de compétence fait baisser le niveau d'enseignement. » Il semble que cela n'est pas important, mais qu'on est même prêt à l'accepter de façon consciente

Mais une grande partie de la population a vu clairement qu'il s'agit d'une intervention dans le développement de la personnalité de leurs enfants. A travers de nombreuses initiatives populaires dans douze cantons elle prend activement position contre ce plan de rééducation prescrit par l'Etat que l'on veut faire passer en contournant la volonté du peuple.

Le 12 février 2017 les électeurs du canton d'Argovie ont pu voter pour ou contre l'initiative « Oui à une bonne éducation – Non au Lehrplan 21 ». Mais il y a là également un obstacle qu'il faut vaincre, celui qui vient du « département éducation, culture et sport » (BKS) qui intervient de façon manipulatrice et massive. Et cette fois ils interviennent même dans la campagne électorale.

A ce sujet le comité de l'initiative a écrit un excellent communiqué de presse le 9 janvier 2017 portant le titre « La propagande des autorités et la désinformation du BKS » :

« Concrètement nous, le comité, nous nous défendons résolument contre une action lancée juste avant Noël par « l'association des directeurs d'école du canton d'Argovie » L'intention de cette association est d'influencer par la manipulation les électeurs du canton d'Argovie via les directeurs d'école et le corps enseignant avec une « lettre type » contenant des affirmations unilatérales et fausses. Cette lettre écrite avec l'entête officiel de l'école et au nom des responsables et de la direction est sensée parvenir à tous les parents. Le message est clair : Il faut « d'urgence » refuser l'initiative populaire sur l'éducation.

Nous avons donc envoyé une demande aux autorités scolaires et aux conseils municipaux du canton, pour l'arrêt immédiat de cette action. Car il s'agit d'un abus extrême des voies d'information officielles de l'école et le devoir des autorités de donner des informations objectives n'est pas respecté. Si la direction d'une école agissait selon ce modèle, il s'agirait d'une propagande électorale intolérable et d'une violation claire des articles 34 et 35 de la constitution fédérale (la libre formation de l'opinion et exercice des droits politiques). [...]

Fin de l'extrait du communiqué de presse du comité. Contrairement à la demande du comité d'initiative, l'action manipulatrice de l'association des directeurs d'école du canton d'Argovie a malgré tout été mise en œuvre. Kla.TV a été informé la dernière semaine de janvier que les parents d'enfants d'âge scolaire avaient reçu de telles lettres. Une association scolaire a-t-elle le droit d'intervenir de manière si manipulatrice dans un processus politique ? N'est-ce pas une violation de compétence grave ? Et est-ce que cela ne couronne pas le mépris de la volonté du peuple tel que nous l'avons évoqué au début, car le peuple suisse avait demandé que l'enseignement soit harmonisé et non qu'il soit déformé ?

Ce que nous venons de décrire sur la manière d'agir des autorités lors de votes populaires, qu'ils soient au niveau cantonal ou national, n'est pas un phénomène nouveau. Actuellement on peut observer lors de chaque référendum que le gouvernement participe énormément au combat électoral pour faire passer sa propre opinion au détriment de la volonté du peuple.

Quellen / Sources:

SOURCES :

<http://www.lehrplan21-nein.ch/>

<http://www.lehrplan21-nein.ch/pages/argumentarium.php>

<http://nein-zum-lp21.ch/kantone/>

http://www.elternfuereinegutevolksschule.ch/Eltern_fur_eine_gute_Volksschule/Willkommen.html

<http://www.kindgerechte-schule.ch/>

Zeugenbericht von Eltern aus dem Kanton Aargau

www.kla.tv/9000

Autor / Author: mb